



Marché à procédure adaptée avec publicité et mise en concurrence

Conception et réalisation des illuminations de fin d'année

Règlement de consultation (RC)

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur

COMMUNE DE FAYENCE

3 boulevard de l'Annonciade – 83 440 FAYENCE

Tél. 04.94.39.15.25 – Courrier électronique : commande.publique@ville-fayence.fr

Représentant du pouvoir adjudicateur

Monsieur le Maire

Objet de la consultation

Conception et réalisation des illuminations de fin d'année de la commune de Fayence

Remise des offres

Date limite de réception des offres : lundi 1^{er} juin 2026 à 12h00

Table des matières

Article 1 – Organisation de la commande au niveau de l'acheteur	3
Article 2 – Objet et caractéristiques du marché	3
Article 3 – Procédure de passation	3
Article 4 – Forme et montant du marché	4
Article 5 – Conditions de participation	4
5.1 – Capacités professionnelles	4
5.2 – Capacités techniques	4
5.3 – Capacités financières	5
Article 6 – Visite obligatoire	5
Article 7 – Documents de la consultation	5
Article 8 – Variantes	6
Article 9 – Délai de validité des offres	6
Article 10 – Présentation des candidatures et des offres	6
10.1 – Pièces de la candidature	6
10.2 – Pièces de l'offre	6
Article 11 – Critères de jugement des offres	7
11.1 – Valeur esthétique et scénographique (40 %)	7
11.2 – Prix (35 %)	7
11.3 – Organisation, moyens et maintenance (15 %)	7
11.4 – Performance environnementale (10 %)	7
11.5 – Méthode de notation	8
Article 12 – Jugement des offres	8
Article 13 – Négociation	8
Article 14 – Déclaration sans suite	8
Article 15 – Renseignements complémentaires	9
Article 16 – Conditions de remise des offres	9
Article 17 – Voies et délais de recours	9

Article 1 – Organisation de la commande au niveau de l'acheteur

Acheteur :

COMMUNE DE FAYENCE

3 boulevard de l'Annonciade

83 440 FAYENCE

SIRET : 218 300 556 00014

Tél : 04.94.39.15.25

Mail : commande.publique@ville-fayence.fr

Adresse Internet : <http://ville-fayence.fr>

L'acheteur agit en tant que pouvoir adjudicateur au sens du Code de la commande publique.

Le représentant du pouvoir adjudicateur est Monsieur le Maire, ou son représentant dûment habilité.

Article 2 – Objet et caractéristiques du marché

La présente consultation a pour objet la conception, la location, l'installation, la maintenance et la dépose des illuminations de fin d'année de la commune de Fayence.

Le dispositif devra s'inscrire dans une démarche qualitative visant à créer une ambiance lumineuse immersive, en particulier dans le centre ancien, secteur prioritaire du projet.

Le marché comprend notamment :

- la conception artistique et scénographique du dispositif annuel ;
- la location des motifs et dispositifs lumineux ;
- la pose, les raccordements et la mise en service ;
- la maintenance pendant toute la période d'illumination ;
- la dépose des installations et la remise en état des sites.

Le dispositif devra également intégrer une mise en valeur des entrées de quartiers et des axes structurants de la commune, dans une logique de cohérence esthétique globale.

Le marché est conclu pour une durée initiale d'un (1) an à compter de sa notification.

Il est reconductible tacitement trois (3) fois, par période d'un (1) an, sauf décision contraire du pouvoir adjudicateur notifiée au titulaire au plus tard trois (3) mois avant la date anniversaire du marché.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

La durée maximale du marché est fixée à quatre (4) ans.

Article 3 – Procédure de passation

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée, en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 et suivants du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché de services.

L'acheteur se réserve la possibilité :

- d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation ;
- d'engager des négociations avec un ou plusieurs candidats ayant présenté une offre régulière.

Les négociations pourront porter notamment sur les aspects techniques, esthétiques, financiers et organisationnels de l'offre.

À l'issue des éventuelles négociations, les candidats concernés seront invités à remettre une offre finale.

Article 4 – Forme et montant du marché

Le présent marché est conclu sous la forme d'un marché global et forfaitaire annuel.

Il n'est pas alloti. L'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes susceptibles de faire l'objet de lots séparés.

Le montant maximal annuel du marché est fixé à quarante mille euros hors taxes (40 000 € HT).

Toute offre dont le montant annuel dépasserait ce plafond sera déclarée inacceptable au sens des dispositions du Code de la commande publique.

Article 5 – Conditions de participation

Peuvent se porter candidats les opérateurs économiques disposant des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes pour exécuter les prestations objet du marché.

5.1 – Capacités professionnelles

Le candidat devra justifier de compétences dans le domaine :

- de la conception et de l'installation d'illuminations urbaines ;
- ou de la mise en lumière événementielle d'espaces publics.

5.2 – Capacités techniques

Le candidat devra produire :

- une présentation de son entreprise ;
- les moyens humains et techniques dont il dispose pour l'exécution du marché ;
- au moins une référence significative réalisée au cours des cinq dernières années dans le domaine des illuminations urbaines ou de la mise en lumière événementielle d'un espace public.

Pour chaque référence, le candidat précisera :

- le lieu d'exécution ;
- l'année de réalisation ;
- la nature des prestations ;
- le montant approximatif ;

- le maître d'ouvrage.

5.3 – Capacités financières

Le candidat devra fournir une déclaration concernant son chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires relatif aux prestations similaires au cours des trois derniers exercices disponibles.

Article 6 – Visite obligatoire

Une visite sur site est obligatoire dans le cadre de la présente consultation.

Cette visite a pour objet de permettre aux candidats :

- de prendre connaissance des caractéristiques du centre ancien et des secteurs concernés ;
- d'identifier les contraintes urbaines, patrimoniales et techniques ;
- d'apprécier les conditions d'accès, d'installation et d'exploitation des dispositifs lumineux.

Quatre visites collectives sont organisées aux dates suivantes :

- lundi 4 mai de 10h30 à 12h00
- mardi 5 mai de 10h30 à 12h00
- lundi 11 mai de 10h30 à 12h00
- mardi 12 mai de 10h30 à 12h00

Le point de rendez-vous est fixé devant la mairie de Fayence – 3 boulevard de l'Annonciade – 83440 Fayence.

Aucune autre visite ne sera organisée.

Les candidats souhaitant participer à l'une des visites devront confirmer leur présence au moins quarante-huit (48) heures à l'avance à l'adresse suivante :

commande.publique@ville-fayence.fr

À l'issue de la visite, une attestation de visite signée par la collectivité sera remise au candidat.

Cette attestation devra obligatoirement être jointe à l'offre.

À défaut de production de cette attestation, l'offre pourra être déclarée irrégulière.

Article 7 – Documents de la consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) comprend les pièces suivantes :

- le présent Règlement de la Consultation (RC) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- l'Acte d'Engagement (AE) ;
- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- un modèle d'attestation de visite.

Les candidats ne peuvent apporter aucune modification aux pièces du dossier de consultation.

Article 8 – Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

Les candidats doivent présenter une offre conforme aux exigences du dossier de consultation.

Article 9 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt (120) jours à compter de la date limite de réception des offres.

Article 10 – Présentation des candidatures et des offres

Les candidats devront remettre un dossier comprenant une candidature et une offre.

10.1 – Pièces de la candidature

Le candidat devra produire :

- soit les formulaires DC1 et DC2 dûment complétés ;
- soit le Document Unique de Marché Européen (DUME) ;
- soit tout document équivalent comportant les informations requises.

Il devra également fournir :

- les éléments relatifs aux capacités professionnelles, techniques et financières prévus à l'article 5 du présent règlement ;
- une attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité.

10.2 – Pièces de l'offre

L'offre devra comprendre :

- l'Acte d'Engagement (AE) dûment complété et signé ;
- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- le mémoire technique ;
- la note d'intention artistique ;
- le plan d'implantation prévisionnel par secteur ;
- les visuels ou simulations demandés au CCTP ;
- au minimum une simulation illustrant le traitement immersif d'un axe structurant du centre ancien ;
- les fiches techniques des principaux équipements proposés.

Le candidat devra indiquer dans l'AE le délai d'intervention en cas de dysfonctionnement, sans que celui-ci ne puisse excéder vingt-quatre (24) heures.

Article 11 – Critères de jugement des offres

Les offres régulières, acceptables et appropriées seront analysées au regard des critères suivants :

1. Valeur esthétique et scénographique : 40 %
2. Prix : 35 %
3. Organisation, moyens et maintenance : 15 %
4. Performance environnementale : 10 %

11.1 – Valeur esthétique et scénographique (40 %)

Ce critère sera apprécié au regard :

- de la cohérence globale du dispositif proposé ;
- de la qualité immersive du traitement du centre ancien ;
- de la pertinence du traitement des perspectives et axes structurants ;
- de la qualité des simulations et visuels fournis ;
- de l'intégration des dispositifs dans le contexte patrimonial ;
- de la capacité du projet à structurer visuellement les espaces publics ;
- de la cohérence entre le centre ancien et les entrées de quartiers ;
- du potentiel d'évolution sur les années de reconduction.

L'analyse portera à la fois sur la créativité, la lisibilité du projet et sa faisabilité technique.

11.2 – Prix (35 %)

Le critère prix sera analysé au regard du montant global et forfaitaire annuel indiqué à l'Acte d'Engagement.

La note relative au prix sera calculée selon la formule suivante :

$$\text{Note} = (\text{Montant de l'offre la moins-disante} / \text{Montant de l'offre analysée}) \times 35$$

11.3 – Organisation, moyens et maintenance (15 %)

Ce critère sera apprécié au regard :

- des moyens humains affectés au marché ;
- des moyens matériels mobilisés ;
- de l'organisation proposée pour l'installation et la dépose ;
- de la méthodologie de maintenance ;
- de la pertinence du délai d'intervention proposé (dans la limite de 24h) ;
- de la capacité à assurer une continuité de service.

11.4 – Performance environnementale (10 %)

Ce critère sera apprécié au regard :

- de la performance énergétique des dispositifs proposés ;

- des solutions de programmation horaire ;
- de la durabilité et du réemploi du matériel ;
- des mesures visant à limiter les nuisances et les impacts environnementaux.

11.5 – Méthode de notation

Chaque critère qualitatif sera noté sur 10.

La note obtenue sera ensuite affectée du coefficient correspondant à la pondération du critère.

La note finale sera obtenue par addition des notes pondérées.

Pour les critères qualitatifs, la note sur 10 est ramenée à la pondération correspondante.

Le critère prix sera noté selon la formule mentionnée à l'article 10.2.

Article 12 – Jugement des offres

Les offres seront examinées conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

Les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées pourront être éliminées.

Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité d'autoriser les candidats concernés à régulariser leur offre dans un délai approprié, dans les conditions prévues par la réglementation.

En cas d'égalité de note globale entre plusieurs candidats, l'offre ayant obtenu la meilleure note au titre du critère « Valeur esthétique et scénographique » sera classée en première position.

Si l'égalité subsiste, le classement sera déterminé au regard du critère « Prix ».

Article 13 – Négociation

Conformément à l'article 3 du présent règlement, l'acheteur se réserve la possibilité :

- d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation ;
- ou d'engager des négociations avec un ou plusieurs candidats ayant présenté une offre régulière.

Les négociations pourront porter sur l'ensemble des éléments de l'offre, notamment :

- les aspects techniques et esthétiques ;
- les modalités d'organisation ;
- les aspects financiers.

À l'issue des négociations, les candidats concernés seront invités à remettre une offre finale.

Article 14 – Déclaration sans suite

L'acheteur se réserve la possibilité de déclarer la procédure sans suite à tout moment pour un motif d'intérêt général.

Il pourra également déclarer la consultation infructueuse si aucune offre recevable ou satisfaisante n'est présentée.

Les candidats ne pourront prétendre à aucune indemnisation à ce titre.

Article 15 – Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires nécessaires à l'élaboration de leur offre, les candidats devront faire parvenir leur demande exclusivement par l'intermédiaire du profil acheteur de la commune.

Les demandes devront être adressées au plus tard six (6) jours avant la date limite de remise des offres.

Une réponse sera apportée à l'ensemble des candidats ayant retiré le dossier de consultation au plus tard quatre (4) jours avant la date limite de remise des offres.

Aucune réponse ne sera apportée aux demandes formulées en dehors du profil acheteur.

Article 16 – Conditions de remise des offres

Les offres devront être transmises exclusivement par voie électronique via le profil acheteur de la commune.

Aucune remise sur support papier ou par courrier électronique ne sera acceptée.

Les plis électroniques devront être déposés avant la date et l'heure limites indiquées dans l'avis de publicité.

Tout pli reçu hors délai sera rejeté.

Les documents transmis devront être au format couramment utilisé (.pdf, .doc, .xls ou équivalent).

La signature électronique n'est pas exigée au stade de la remise des offres.

Le candidat attributaire devra, le cas échéant, fournir les documents signés électroniquement avant la notification du marché.

Article 17 – Voies et délais de recours

Le Tribunal administratif de Toulon est compétent pour connaître de tout litige relatif à la passation du présent marché.

Les voies et délais de recours sont ceux prévus par le Code de justice administrative.